

Communiqué du Bureau National de l'UPF du 14 janvier 2019

Voici dans son intégralité le communiqué du Bureau National de l'UPF concernant [la lettre aux Français d'Emmanuel Macron](#)

:

Comme convenu, Emmanuel Macron a dévoilé, hier soir, sa [lettre aux Français](#) pour lancer le grand débat national, qui durera du 15 janvier au 15 mars.

Son contenu est sans surprise, entre défense de son projet présidentiel et invitation des Français à formuler des propositions censées permettre de « *bâtir un nouveau contrat pour la Nation, de structurer l'action du gouvernement et du Parlement, mais aussi les positions de la France au niveau européen et international*

».

Pour cela, le président de la République a présenté les quatre grands thèmes retenus par l'exécutif (*la fiscalité ; l'organisation de l'État et des services publics ; la transition écologique ; la démocratie et la citoyenneté*) qui sont censés structurer le débat et a également listé une trentaine de questions.

Afin de toucher le maximum de Français, Emmanuel Macron compte s'appuyer sur les élus locaux. Il se redécouvre ainsi une soudaine admiration pour les maires dont « *le rôle est essentiel* » et qui sont « *l'intermédiaire légitime de l'expression des citoyens* »... les mêmes qu'il a pourtant pressuré et malmené en les étranglant financièrement depuis son arrivée à l'Élysée.

Envisagée comme la solution miracle à la crise qui agite la France depuis plusieurs semaines, cette concertation n'aura de sens que si :

1/ le président de la République et le gouvernement tiennent compte de toutes les contributions sans exclusives en n'essayant pas d'interdire que certaines questions, notamment en matière fiscale (ISF), puissent être abordées ou en orientant d'ores et déjà les réponses attendues ;

2/ le pouvoir exécutif, par l'intermédiaire d'un comité, qu'il soit de pilotage ou de garants, accepte de faire connaître tous les avis publiquement ;

3/ l'ensemble des Français est consulté sur les conclusions de ce grand débat national à son issue. Aucune autre hypothèse ne saurait être admise par les gaullistes.

En s'abstenant de préciser ce qu'il compte faire des conclusions du débat, le président de la République n'a pas levé les vraies interrogations.

En l'état, au regard du refus de cautionner un pouvoir aux abois qui joue là une de ces dernières cartes mais n'entend pas changer de cap politique, et compte tenu des réelles incertitudes entourant les conséquences qui seront tirées de ce grand débat, **les gaullistes n'entendent pas participer à cette opération d'enfumage**.

Nous vous proposerons néanmoins, dans les prochaines semaines, en liaison avec les membres du Conseil National, des orientations gaullistes chiffrées qui, elles, sont susceptibles

de répondre aux maux de la société française et d'offrir un débouché politique crédible à la crise sociale que nous traversons.